

fois, il en fut ici comme dans d'autres cas : la réalité exprima l'impossibilité fondamentale de concrétiser ces appréciations. Il ne s'agit pas ici « d'erreurs » au sens banal du mot, mais de tentatives isolées d'embrasser une réalité inconnue, de marcher de l'avant, seul, alors que s'ébauchaient seulement des mouvements révolutionnaires en Europe Occidentale. Aujourd'hui, nous comprenons mieux que la dislocation d'un front inter-Etats, l'utilisation des contrastes capitalistes dépend avant tout de la lutte de classe du prolétariat, que l'opposition qui domine les situations n'est pas le dilemme : Etat prolétarien-Etats capitalistes, mais bien un dilemme de classe : prolétariat mondial - bourgeoisie internationale; qu'un Etat prolétarien, après son érection, ne représente plus le prolétariat mondial qui vit seulement au travers des luttes des ouvriers de tous les pays contre leur bourgeoisie, mais uniquement un secteur dont la valeur n'est pas donnée par des réalisations économiques gigantesques qu'il s'agisse de Dniepostroi, de Stalingrad et toutes les « foutaisegrad » réalisées par le centrisme, mais uniquement par la conscience historique que le prolétariat des autres pays peut lui donner en le subordonnant à soi, à sa finalité révolutionnaire mondiale, en l'employant comme arme pour cet objectif. A ce point de vue, la moindre bataille menée aujourd'hui par le prolétariat pour se libérer de l'emprise du capitalisme et de ses agents, telles en Belgique les grèves des mineurs chassant socialistes et centristes des carreaux des mines pour poser sans compromission leurs revendications, ont plus de valeur révolutionnaire que tous les métros de Moscou, les « Maxime Gorky » construits par le centrisme, grâce à la fonction de cet Etat sur l'échelle mondiale où il fut d'abord l'artisan des défaites prolétariennes (1923, 1927, 1933) et ensuite l'artisan de la dissolution du prolétariat au sein du capitalisme dont la phrase de Staline accélère le procès.

à t.

**

me de point de vue de la situation française, c'est-à-dire l'unité organique est accélérée

par l'approbation soviétiste des armements français. Cependant, par l'acceptation même de la défense nationale par le centrisme la liaison de celui-ci avec la politique soviétiste passera inévitablement — tout comme la liaison des socialistes des différents pays avec l'I.O.S. — au second plan, pour se concentrer uniquement autour de la notion de la « patrie » que l'on demande aux ouvriers de défendre contre la « barbarie fasciste ».

De ce fait dans l'éventualité où l'alliance franco-russe deviendrait un pivot de constellation, l'unité organique bien que se faisant sous l'égide du capitalisme français, au nom de la défense de la République démocratique, pourra s'effectuer rapidement et sans trop de heurts. Dans le cas contraire, il est possible que la confluence organique de ces deux courants contre-révolutionnaires se vérifiât au milieu des coups de tonnerre de la déclaration de guerre. En tout cas, ce qui est définitivement acquis, c'est l'entrée du centrisme dans le giron des forces nationales du capitalisme français, sa liaison directe avec lui, en lieu et place de sa liaison indirecte avec le prolétariat mondial, par le truchement de l'Union soviétique.

**

Pour nous, il est clair que la déclaration de Staline exige une réponse nette et sans équivoques. Pour garantir la révolution de demain il faut dénoncer aujourd'hui les illusions, démasquer le socialisme de pacotille de l'U.R.S.S. : appeler un chat un chat, et une trahison, une trahison. Seulement si nous nous désolidarisons ouvertement de la politique de l'Etat russe, si nous affirmons que les réalisations économiques de la Russie représentent le prix de la trahison du prolétariat mondial et de l'emprisonnement des ouvriers russes par le capitalisme, dont le centrisme est l'expression politique; par conséquent, seulement en déclarant que nous ne pouvons nous solidariser avec quoi que cela soit de la politique intérieure ou extérieure de l'Union Soviétique, nous parviendrons à faire comprendre aux ouvriers avancés que le sort de la révolution de demain se trouve dans une modification des rapports entre les classes,

au point de vue international, fécondé par le travail idéologique des fractions de gauche de tous les pays et qui soit susceptible de chasser violemment, en Russie comme dans tous les pays, la domination capitaliste et ses représentants centristes et socialistes. D'autre part, ainsi nous pourrions opposer à l'image d'un Etat prolétarien dégénéré, instrument du capitalisme, un Etat prolétarien dirigé par une Internationale, expression de la lutte du prolétariat mondial, œuvrant pour la révolution dans le monde entier.

Rejeter en bloc l'Union Soviétique, signifie marquer devant les ouvriers le chemin que suit aujourd'hui cette dernière et qui se dirige vers la guerre. Précisément parce que toutes ses réalisations sont faites en vue de la prochaine guerre dont elle sera un des protagonistes, aucune considération sur le soi-disant rôle progressiste des réalisations industrielles soviétistes ne peut appeler notre adhésion. Le fascisme italien a, lui aussi, élevé la structure éco-

nomique du capitalisme, mais sur le dos du prolétariat. En U.R.S.S., la situation économique des ouvriers russes ne s'est pas élevée en rapport avec le développement des forces productives, mais par rapport au tzarisme. Ce qui signifie que l'industrialisation de la Russie s'est effectuée sur la base d'une exploitation des prolétaires qui en intensité équivaut à celle connue dans les pays capitalistes. Et le centrisme ne pouvait logiquement suivre un autre chemin, dès qu'il sacrifiait le prolétariat mondial à l'aide capitaliste aux plans quinquennaux, et ceux-ci pouvaient ne pas aboutir à la guerre impérialiste dès qu'ils incorporèrent l'U.R.S.S. dans le circuit mondial de la vie économique et politique du système capitaliste. C'est pourquoi à la déclaration de Staline nous ne pouvons qu'opposer le drapeau élevé par notre fraction le 1er mai : *A bas toutes les patries : la fasciste, la démocratique, la soviétique. Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays.*

Ce qu'à été l'occupation des mines en Belgique

« Nous sommes bien décidés à continuer, en dehors de toute politique, ce mouvement qui a été déclenché par une trentaine des nôtres. Notre fort Chabrol est un véritable arsenal. Les clairons sonnent la relève de la garde, la soupe, l'alerte. Si un délégué communiste approche, nous le chassons; et nous ferons de même avec les socialistes. Nous n'avons qu'un emblème: le drapeau rouge; qu'un chant: « l'Internationale ». Nous avons improvisé un comité de ravitaillement, où sont réunis tous les dons que l'on nous fait, argent et vivres. Dans ce comité, nous avons nommé un président et un trésorier. Chacun de nous reconnaît tous les chefs qu'il s'est librement choisis. Quant aux grévistes étrangers, ils sont autorisés à sortir un quart d'heure, à l'heure des repas, pour se rendre à la cantine. Ils sont obligés de revenir aussitôt. Parfois il y a un malade et il a le droit de s'en aller. Ceux qui tentent de fuir sont chargés du service de garde-chambre. A la première récidive, nous les emprisonnons dans la cave... »

« ... Nous disposons d'un vaste domaine dont nous sommes les maîtres. Nous avons installé la T. S. F. sur le carré et nous avons branché notre poste sur le réseau téléphonique. Nous allons parfois nous promener ou nous reposer dans les bois voisins. Mais la discipline est sévère: pas une goutte d'alcool, le moins de bière possible. Parfois, l'un de nous tombe de fatigue; alors un camarade veille à sa place ».

« ... Quant à l'exhaure, nous l'assurons, ainsi que l'alimentation des chevaux de la mine. Nous ne voulons pas mourir, mais nous ne voulons pas non plus laisser mourir notre mine ».

Extrait du journal belge « Le Soir ».